



Paris, le 29 octobre 2019

Communication interfédérale CGT, CFE-CGC, FO et CFDT

PROJET HERCULE : L'INTERFEDERALE RECUE A L'ELYSEE

Les organisations syndicales ont été reçues ce lundi 28 octobre par les conseillers de l'Élysée en charge du dossier Hercule : les conseillers Énergie et Social du Président de la République, Paul DELDUC et Pierre-André IMBERT et le conseiller énergie du Premier Ministre, Thibaud NORMAND.

Ils ont précisé leurs objectifs vis-à-vis d'EDF, à savoir : atteindre les objectifs fixés par la PPE, et s'assurer du bénéfice de la concurrence pour les consommateurs, tout cela en examinant le contexte réglementaire et les possibles investissements à prévoir sur le long terme.

Après une déclaration commune fixant le cadre de leurs interventions, les organisations syndicales ont tour à tour exposé les écueils de la libéralisation d'un marché en partie régulé au détriment systématique de l'opérateur historique assurant tous les risques pour le compte du secteur que ce soit ceux liés à l'équilibre offre-demande ou industriels.

Elles ont particulièrement dénoncé le manque de concertations et d'échanges ainsi que l'absence de vision industrielle du dossier au profit d'une solution purement financière de court terme. Elles ont donc ensemble réitéré la demande du retrait du projet Hercule de démantèlement et de vente à la découpe du Groupe EDF accompagné d'un processus de privatisation.

Les conseillers nous ont affirmé qu'Hercule n'était pas le projet de l'État qui ne remporte ni son soutien, ni son désaveu. Il faut donc considérer Hercule comme une « hypothèse de travail » dans le cadre de la feuille de route transmise au PDG d'EDF, Jean-Bernard LEVY. D'autres solutions - si elles répondent aux injonctions de Bruxelles relatives à d'éventuelles aides de l'État et au respect de la concurrence - peuvent être proposées et envisagées.

Les conseillers annoncent par ailleurs la poursuite des réflexions sur le projet de réorganisation d'EDF tout au long du 1^{er} semestre 2020.

Face à cette théorie du « en même temps », les organisations syndicales ont demandé et obtenu un positionnement clair de la Présidence de la République sous quinzaine compte tenu de la responsabilité de l'État sur ce dossier.

Elles ont clairement insisté sur la responsabilité sociale qui pèse sur les issues possibles et que le spectre d'une privatisation du secteur serait clairement rejeté massivement par les salariés.